

LE MONDE 22/04/22

Face au duel Macron-Le Pen, la tentation de l'abstention chez les enseignants

Dans cette profession, qui réunit plus de 860 000 personnes, l'idée de faire barrage au Rassemblement national au second tour ne va plus de soi chez les électeurs de gauche.

Par [Sylvie Lecherbonnier](#)

Publié aujourd'hui à 13h00, mis à jour à 15h04

Temps de Lecture 7 min.

« *Il a décidé de se passer de nous !* » Elodie, professeure de français dans l'académie de Créteil, en est persuadée : Emmanuel Macron ne cherche pas à conquérir le vote des 869 000 enseignants de l'éducation nationale. Elle juge le président candidat « *arrogant* » et « *méprisant* » vis-à-vis de sa profession. « *Il n'arrête pas de sous-entendre que l'on est fainéant, alors que pendant le premier confinement, j'ai travaillé de 6 heures à 23 heures tous les jours* », s'énerve-t-elle, en écho à une phrase du candidat lors de la [présentation de son programme, le 17 mars](#) – « *vous avez des enseignants qui, pendant le Covid, ont été là, se sont occupés de vos enfants, et puis il y a des enseignants, ça a existé aussi, qui ont disparu* », avait-il asséné.

La quadragénaire, qui témoigne de manière anonyme, comme tous les enseignants – soumis au devoir de réserve – cités dans l'article, a pris sa décision : elle s'abstiendra lors du second tour de l'élection présidentielle, le 24 avril. « *Je suis un agent de l'Etat, je me dois d'agir de manière civique. Je ne m'abstiens pas de gaieté de cœur mais je veux montrer que je ne veux pas du duel qu'on nous propose et de la politique ultralibérale qui sera menée ensuite* », affirme-t-elle. Il n'était pas question, pour elle, de regarder le débat mercredi soir. Elodie a préféré préparer ses cours, avec de la musique dans ses écouteurs, « *pour ne pas les entendre* » pendant que son conjoint regardait la télévision.

Combien d'enseignants feront le même choix qu'Elodie ? Alors qu'ils se rendent volontiers aux urnes habituellement, aller voter ne va plus de soi pour les plus politisés avec ce second duel Macron-Le Pen. « *Une exaspération et une fatigue aussi bien professionnelle que démocratique traversent le corps enseignant* », constate Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du SGEN-CFDT.

Laurent Frajerman, de l'observatoire de la FSU, constate une « *grande volatilité* » de l'électorat enseignant depuis l'effondrement du Parti socialiste et estime que le vote utile envers Jean-Luc Mélenchon a dû jouer à plein lors du premier tour, le 10 avril. Les professeurs sont néanmoins plus divisés qu'il n'y paraît. Lors de la neuvième vague de l'enquête Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Cevipof et la Fondation Jean Jaurès pour *Le Monde* du 5 avril – la dernière disponible à ce jour, concernant le vote enseignant –, Jean-Luc Mélenchon était crédité de 25 % des intentions de vote pour le premier tour, Emmanuel Macron de 26 % et Marine Le Pen de 10 %, sur un échantillon de 714 enseignants représentatifs.

Réformes successives

Si l'électorat enseignant s'est droitisé en quinze ans, « *il reste toujours plus à gauche que l'ensemble des électeurs* », selon Luc Rouban, directeur de recherches au CNRS et au Cevipof, à Sciences Po. En 2017, selon les données du Cevipof, 68 % des enseignants avaient finalement voté pour Emmanuel Macron, 11 % pour Marine Le Pen et 21 % avaient voté nul, blanc ou s'étaient abstenus. Dans l'enquête publiée le 6 avril, pour le second tour, Emmanuel Macron concentrait 48 % des intentions de vote, Marine Le Pen 22 %. Près d'un tiers (30 %) des enseignants se prononçait en faveur du vote nul, blanc ou de l'abstention.

Un fossé s'est creusé au long des cinq dernières années entre Emmanuel Macron et les enseignants, l'institution scolaire ayant été bousculée par les réformes successives. Le [« nouveau pacte » avec les enseignants](#) que le candidat propose a aussi provoqué de vives réactions dans une profession fatiguée par deux ans d'adaptation permanente à la pandémie. Emmanuel Macron veut ainsi conditionner l'augmentation des rémunérations des enseignants à l'acceptation de nouvelles missions et favoriser des projets pédagogiques différents selon les territoires. Douze milliards d'euros par an, dont six pour les revalorisations, sont prévus à cet effet.

Cette proposition a toutefois ses avocats. Judith, enseignante de lettres classiques à Paris, qui a voté Emmanuel Macron au premier tour, juge *« importante »* cette part de rémunération perçue comme au mérite. Elle vient de se faire inspecter et regrette qu'il n'y ait *« aucun enjeu »*, alors qu'elle s'investit *« énormément »* dans son travail. Mais beaucoup ne veulent pas en entendre parler et les dernières inflexions du président candidat, qui a promis pendant le débat d'entre-deux-tours une *« revalorisation inconditionnelle »* pour tous les enseignants de l'ordre de 10 %, n'y changent pas grand-chose. *« Je ne veux pas d'un traitement différencié entre collègues alors que nous faisons tous le même métier »*, détaille Jérôme, qui exerce dans l'académie de Bordeaux.

L'âge légal de départ à la retraite qui serait repoussé à 65 ans passe mal également. La profession s'était déjà largement mobilisée contre la première réforme proposée par Emmanuel Macron, fin 2019. Emma, directrice d'école dans l'éducation prioritaire dans l'académie de Reims, le concède : *« La politique me passe au-dessus. »* La proposition sur les retraites ne lui a cependant pas échappé. *« Je ne me vois pas à cet âge devant une classe »*, confie-t-elle. La suppression du capes ou l'apprentissage dès la 5^e, qui ont agité les réseaux sociaux, sont également rejetés par les enseignants... alors que ces mesures ne figurent pas dans le programme d'Emmanuel Macron.

« Pour eux, les dés sont pipés »

Mais ce sont surtout les petites phrases du candidat qui rebutent les enseignants. *« Je veux répondre au syndrome de la salle des profs où celui qui se démène est parfois moqué par celui qui fait le minimum syndical »*, a, par exemple, déclaré le président candidat dans un entretien au *Figaro*, le 7 avril. *« Je vais voter pour lui pour sauver la démocratie, mais il pourrait au moins essayer de nous séduire un peu »*, déplore Florian, enseignant d'histoire-géographie dans l'académie de Créteil. *« Après Jean-Michel Blanquer, Emmanuel Macron cristallise à son tour un rejet sur sa personne »*, abonde Sophie Vénétiay, responsable du SNES-FSU.

L'adhésion aux idées du Rassemblement national s'avère très minoritaire chez les enseignants – entre 5 % et 10 %, selon Laurent Frajerman – mais faire barrage à l'extrême droite ne fait plus consensus. *« Si Marine Le Pen arrive au pouvoir, Emmanuel Macron l'aura bien mérité »*, peut-on entendre dans certaines salles des professeurs. *« La haine anti-Macron aveugle beaucoup de mes collègues. Je me démène pour essayer de convaincre les réticents mais je me heurte à un mur. Pour certains, Marine Le Pen et Emmanuel Macron font système, le second ayant intérêt à avoir la première comme opposante. Pour eux, les dés sont pipés »*, souligne Maude, enseignante de philosophie dans l'académie de Versailles.

Face à ces hésitations, la FSU, la CFDT, la CGT et l'UNSA appellent à faire barrage à l'extrême droite tout en martelant que cela ne vaut pas soutien au président candidat. *« Ce rejet de l'extrême droite s'accompagne de la liberté de dénoncer et de s'opposer à de nombreux projets du président candidat »*, fait ainsi savoir le SE-UNSA, dans un communiqué. *« Il s'agit de ne pas être contre-productif dans une période compliquée »*, souligne Stéphane Crochet, le responsable de ce syndicat.

Les indécis jaugent chaque jour leur volonté de choisir Emmanuel Macron, de voter blanc ou de s'abstenir. Le débat d'entre-deux-tours ne semble guère faire évoluer les positions. « *Je suis à 50-50 aujourd'hui* », évaluait Géraldine, enseignante dans l'académie de Besançon, à une semaine du scrutin. « *Je ne me déciderais peut-être que dimanche matin en fonction des sondages* », soulignait-elle.

Fabien, qui exerce dans l'académie de Lyon, serait plutôt à 80-20, avec 80 % de chances de mettre le bulletin Macron dans l'urne. « *Ce ne sera certainement pas un vote d'adhésion et il faudra se battre ensuite pour éviter la casse de l'école publique* », affirme-t-il. Jérôme est à 80-20 aussi mais avec 80 % de chances de voter blanc. L'enseignant, qui exerce dans l'académie de Bordeaux, sent que « *le vote raisonnable progresse à mesure que les résultats du premier tour s'éloignent* », mais lui ne s'y résout pas. Le professeur de sciences de la vie et de la terre se projette déjà après l'élection et se demande s'il restera enseignant si Emmanuel Macron met en œuvre son projet : « *Offrir à tous les enfants les mêmes conditions d'apprentissage me fait tenir dans ce métier, malgré tout ce qui ne fonctionne pas, comme les rémunérations ou le management. Si ce verrou saute, à quoi bon rester ?* » La grande concertation que promet Emmanuel Macron, s'il est élu, promet d'être animée.